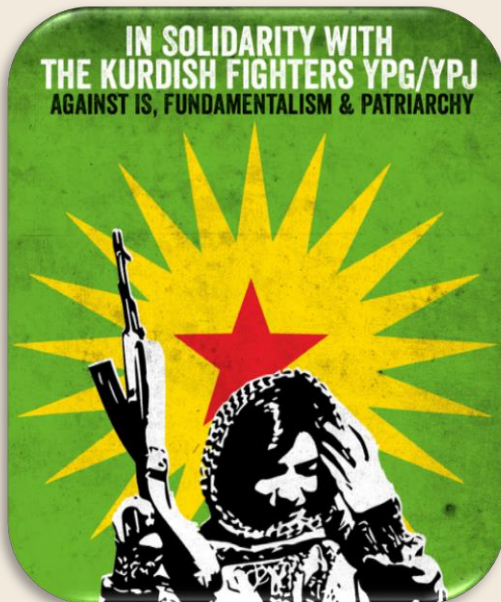


Confédéralisme Démocratique



Manifeste pour un Confédéralisme Démocratique Abdullah Ocalan

*Traduction d'extraits et commentaires du manifeste
"Democratic Confederalism" d'Abdullah Ocalan, 2011
Édition International Initiative*

Par Résistance 71 en Mars 2016 ► <https://resistance71.wordpress.com/>

Version PDF par JBL1960 ► www.jbl1960blog.wordpress.com

Changement de paradigme politique : Manifeste pour un Confédéralisme Démocratique (Abdullah Ocalan) ~ 1^{ère} partie ~

<https://resistance71.wordpress.com/2016/03/20/changement-de-paradigme-politique-manifeste-pour-un-confederalisme-democratique-abdullah-ocalan-1ere-partie/>

Abdullah Ocalan est un militant et activiste indépendantiste kurde né en Turquie en 1948. Il est le fondateur du Parti Ouvrier Kurde, de ses initiales plus connues de PKK en 1978, parti en lutte contre la Turquie et la Syrie pour un regain de souveraineté. Originellement marxiste-léniniste, Ocalan a transformé sa pensée et sa ligne politique vers une pratique plus libertaire et a renoncé lui et le PKK, au credo et sectarisme marxiste-léniniste à la fin des années 90. Réfugié, hébergé puis chassé de Syrie par Hafez al-Assad, Ocalan a été enlevé en 1998 au Kenya par les services de renseignement turcs (MIT) avec l'aide de la CIA et exfiltré en Turquie. Condamné à mort, sa peine fut commuée en détention à vie en QHS. Il est enfermé sur l'île prison d'Imrali en Mer de Marmara. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont en 2011 ce

manifeste pour le confédéralisme démocratique, idée qu'il a développée d'après la pensée et la pratique du municipalisme libertaire et écologique de l'anarchiste et ex-marxiste américain Murray Bookchin (décédé en 2006) dont l'œuvre est continuée par sa compagne Janet Biehl, qui a séjourné au **Rojava syrien**.

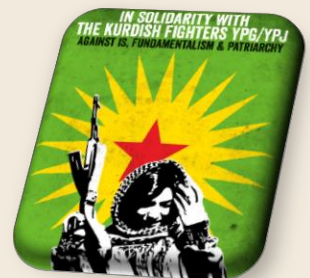
Ocalan a tourné résolument le PKK et la lutte des Kurdes de Turquie et de Syrie, vers le

Confédéralisme Démocratique, qui a commencé à se mettre en place essentiellement en territoire kurde de Turquie et dans la province kurde du nord de la Syrie du **Rojava** autour des communes de Kobané depuis 2005 et cette forme libertaire de gouvernance démocratique directe y est effective et fonctionnelle dans cette région du monde.

Notre lectorat notera au gré des écrits de l'auteur la similitude flagrante entre le peuple kurde, autochtone à cette zone du Proche-Orient depuis le Néolithique et la situation politique et économique des nations amérindiennes originelles toujours sous le joug colonial. Ce que le PKK et ses branches du **YPG/YPJ** kurdes syriens accomplissent est par là similaire à ce que les Zapatistes du Chiapas au Mexique ont réalisé depuis 1994 ainsi que de toutes les revendications issues des mouvements amérindiens tant du nord que du sud. C'est pour cela qu'ils sont la cible de l'État et de son totalitarisme inhérent, suffit de voir la répression sauvage dont font l'objet les Kurdes de Turquie et du Rojava aux mains de l'État fasciste turc, soutenu par l'OTAN.

Voici ce que nous dit Abdullah Ocalan dans la préface de son manifeste :

“Depuis plus de 30 ans le Parti Ouvrier Kurde (PKK) a lutté pour les droits légitimes du peuple kurde. Notre lutte, notre combat pour la libération a tourné la question kurde en une question



internationale qui a affecté l'ensemble du Moyen-Orient et a amené une solution possible à la question kurde.

Lorsque le PKK fut formé à la fin des années 1970, le climat politique et idéologique était caractérisé par un monde bipolaire issu de la guerre froide et le conflit entre les camps socialiste et capitaliste. Le PKK fut inspiré à cette époque par la montée des mouvements de décolonisation partout dans le monde. Dans ce contexte, nous essayâmes de trouver notre propre voie en accord avec la situation particulière de notre nation. Le PKK n'a jamais regardé la question kurde comme un seul problème ethnique ou de nationalité. Nous avons plutôt cru que c'était un projet de libération de la société et de sa démocratisation. Ces buts déterminèrent nos actions de manière croissante dans les années 1990.

Nous avons aussi reconnu un lien causal entre la question kurde et la domination globale du système capitaliste moderne. Sans questionner ni défier ce lien, une solution serait impossible. Autrement nous ne nous serions impliqués que dans de nouvelles dépendances. (NdT : ceci est très très similaire aux multiples déclarations des Zapatistes du Chiapas, qui soutiennent Ocalan et la lutte du PKK...)

Ainsi, du point de vue des problèmes d'ethnicité et de nationalité comme la question kurde, qui ont aussi leurs racines très profondes dans l'histoire et les fondations de la société, il n'a semblé n'y avoir plus qu'une seule solution viable: la création d'un État-nation, ce qui représentait le paradigme de la modernité capitaliste de l'époque.

Nous n'avons pas néanmoins cru que n'importe quel modèle politique prêt à l'emploi pourrait améliorer la situation de manière durable pour le peuple au Moyen-Orient. ***N'était-ce pas le nationalisme et les États-nations qui avaient créé tant de problèmes au Moyen-Orient en première instance ?***

Observons donc de plus près la toile de fond historique de ce paradigme et voyons si nous pouvons cartographier une solution qui évite le piège du nationalisme et qui sied mieux à la situation du Moyen-Orient en général."

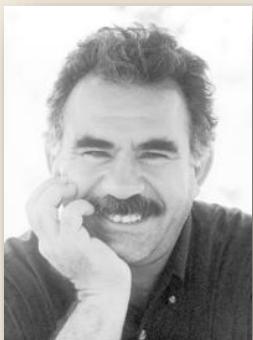
[...]

Le manifeste d'une petite cinquantaine de pages est divisé en 4 grands chapitres couvrant les concepts de : ***l'État-nation, le confédéralisme démocratique, les principes du CD et les problèmes des peuples au MO et les voies possibles de solution.***

En voici des extraits traduits par nos soins. L'intégralité de ce texte existe en français, mais pas en ligne à notre connaissance, il a été édité sous forme de pamphlet (payant).

Notez à la lecture de ce qui suit qu'**Ocalan** place justement le cœur du processus de décision de la société comme étant un processus POLITIQUE et non pas comme on veut nous le faire croire des capitalistes aux marxistes un processus ÉCONOMIQUE. Ocalan identifie à juste titre le politique comme le moteur de la société dont l'économique dépend. Ainsi, à l'instar de l'anthropologue politique Pierre Clastres il considère que l'origine naturelle de la société humaine est une société dont l'organe politique n'est pas séparé du peuple, mais y est totalement intégré afin d'assurer une prise de décision collective consensuelle à quelque niveau que ce soit. Le confédéralisme

démocratique suit ce modèle, à l'instar de bien des sociétés traditionnelles non étatiques donc contre l'État de par le monde.



La dernière partie du manifeste envisage des solutions à la crise politique et identitaire du Moyen-Orient. On peut ou pas être d'accord sur la vision d'Ocalan mais il a le mérite d'offrir une possibilité de solution politique à la région au moyen du Confédéralisme Démocratique, solution qui envisage l'ensemble de la diversité culturelle, ethnique et religieuse, mise en réseau confédéraliste amenant à terme, paix et coopération.

Finalement, nous voyons en Abdullah Ocalan un véritable progressiste qui a mis à profit les aléas de sa vie et son emprisonnement pour réfléchir et parfaire une voie de salut politique avec l'élaboration de son concept de confédéralisme démocratique adapté aux besoins et à la culture du peuple kurde. ***Suivant les pas de son mentor Murray Bookchin, lui aussi marxiste, il a correctement analysé le fait que l'État-nation et ses institutions ne sont en rien des solutions à nos problèmes planétaires mais au contraire une entrave, une partie inhérente du problème de la société humaine, que celle-ci se doit maintenant d'affronter.*** Contrairement à la doxa marxiste de l'état prolétarien totalitaire, ne sachant être que totalitaire, Ocalan s'est libéré, il a "lâcher-prise", s'est retourné pour voir d'où il venait et a apprécié le fait que la société humaine s'est épanouie au mieux et de tout temps hors des états-nations ; il a ainsi appris où et comment les Kurdes devaient emmener leur société. L'idée, l'idéal de ce ***Confédéralisme Démocratique*** n'est pas nouveau, il remonte au cœur même de la conscience politique humaine, puisant dans sa riche nature faite de compassion, d'empathie, de coopération, d'entraide mutuelle, toutes ces choses naturelles qui sont avant tout de grandes parts de notre survie sur cette planète depuis l'avènement de l'embryon des sociétés humaines il y a plus d'un million d'années. [...]



L'État-nation

Avec la sédentarisation des gens vint l'idée de la zone dans laquelle ils vivaient, de son étendue et de ses "frontières", qui étaient essentiellement déterminées par la nature et les caractéristiques de terrain. Les familles, clans et tribus qui y vivaient depuis un certain temps ont développé des notions d'identité commune et d'appartenance. Il n'y avait pas encore de frontières et le commerce, la culture et le langage n'avaient aucune restriction. Les limites territoriales demeurèrent très flexibles pendant très longtemps.

[...]

Avec l'apparition du commerce entre Nation-État, le commerce et la finance poussèrent pour une participation politique et ajoutèrent leur pouvoir aux structures de l'État. Le développement de l'État-nation au début de la première révolution industrielle il y a plus de deux cents ans alla la main dans la main avec une accumulation non régulée du capital d'un côté et l'exploitation sans restriction d'une population croissante d'un autre côté. La nouvelle bourgeoisie qui émergea de cette révolution a voulu prendre part aux décisions politiques et aux structures étatiques.

Le capitalisme, leur nouveau système économique, devint alors un composant inhérent du nouvel État-nation. Celui-ci a eu besoin de la bourgeoisie et du pouvoir de son capital afin de remplacer l'ancien monde féodal et son idéologie qui était fondée sur des structures tribales et des droits hérités d'une nouvelle idéologie nationale qui unifiait tous les clans et les tribus sous le toit de la nation. De cette manière, le capitalisme et l'État-nation devinrent si étroitement impliqués l'un envers l'autre que l'un ne pouvait plus imaginer vivre sans l'autre.

La conséquence directe en fût que l'exploitation ne fut pas seulement endorsée par l'État, mais même grandement encouragée et facilitée par celui-ci.

Mais par-dessus tout, l'État-nation doit être pensé comme la forme ultime de pouvoir. Aucun autre type d'État ne possède cette force de pouvoir. Une des raisons principales en est que la couche supérieure de la classe moyenne a été liée au processus de monopolisation de manière exponentielle. L'État-nation lui-même est la force la plus avancée de complet monopole. C'est l'unité monopolistique la plus développée pour le commerce, l'industrie, la finance et le pouvoir. On doit aussi ici penser au monopole idéologique comme partie indivisible du monopole du pouvoir.

L'État et ses racines religieuses

J'ai déjà discuté des racines religieuses de l'État en détail dans mon ouvrage *"The Roots of Civilisation"*, London, 2007. Bien des concepts et notions politiques contemporains ont leur origine dans des concepts ou des structures religieuses ou théologiques.

[...]

L'État et son pouvoir sont dérivés de volonté et de lois divines et ses dirigeants sont devenus des rois par la grâce de dieu. Ces gens représentaient le pouvoir divin sur terre.

Aujourd'hui, la plupart des États s'appellent eux-mêmes séculiers, affirmant que les vieux liens entre la religion et l'état ont été rompus et que la religion ne fait plus partie de l'état. Ceci n'est qu'une partie de la vérité. Même si les institutions religieuses ou les représentants du clergé ne participent plus au processus de prise de décision politique et social, ils influencent toujours ce processus de la même manière qu'ils sont influencés par des idées et des développements politico-sociaux. Ainsi, le sécularisme ou la laïcité, comme cela est appelé en Turquie, contient toujours des éléments religieux. La séparation de la religion et de l'état est une décision politique, cela n'est pas apparu naturellement. C'est pourquoi aujourd'hui même le pouvoir et l'état semblent être quelque chose de donné, on pourrait même dire divinement donné. Des notions comme état séculier ou pouvoir séculier demeurent très ambiguës.

[...]

Autrefois, quand une tribu en subjuguait une autre, ses membres devaient adorer les dieux de leurs vainqueurs. On pourrait bien appeler ce processus un processus de colonisation et même d'assimilation. L'État-nation est un état centralisé ayant des attributs quasi divins qui ont complètement désarmé la société et monopolisé l'utilisation de la force.

La bureaucratie

Comme l'État-nation transcende sa base matérielle, ses citoyens, il assume une existence au-delà des institutions politiques. Il a besoin de plus d'institutions pour le protéger et protéger sa base légale et idéologique et ses structures économiques et religieuses. La bureaucratie civile et militaires qui en résulte coûte cher et ne sert qu'à la préservation de l'État transcendant lui-même, qui à son tour élève la bureaucratie aux dessus du peuple.

Pendant la modernité européenne, l'état a eu tous les moyens à sa disposition pour étendre sa bureaucratie à toutes les strates de la société. Là, elle a grandi comme un cancer infectant toutes les lignes de vie de la société. La bureaucratie et l'État-nation ne peuvent pas exister l'un sans l'autre. Si l'État-nation est la colonne vertébrale de la modernité capitaliste, il est aussi certainement la cage de la société naturelle. Sa bureaucratie sécurise le fonctionnement sans heurts du système, sécurise la base de la production de biens et sécurise les profits pour

les acteurs économiques importants à la fois dans l'État-nation socialiste et celui affilié au business. L'État-nation domestique la société au nom du capitalisme et aliène la communauté de ses fondations naturelles. Toute analyse désirant localiser et résoudre les problèmes sociaux se doit d'observer et de comprendre ces liens particuliers.

L'homogénéité

L'État-nation dans sa forme originale vise à monopoliser tous les processus sociaux. La diversité et la pluralité doivent être combattues, une approche qui a mené à l'assimilation et au génocide. Il n'exploite pas seulement les idées et le travail potentiel de la société et ne colonise pas seulement les esprits au nom du capitalisme ; il assimile également toutes les formes d'idées spirituelles et intellectuelles afin de préserver sa propre existence. Il vise à créer une seule culture nationale, une seule identité nationale et une seule communauté religieuse unifiée. Ainsi il renforce aussi une homogénéité citoyenne. La notion de citoyen a été créée pour répondre à cette quête d'homogénéité. La citoyenneté moderne ne définit rien si ce n'est la transition faite entre l'esclavage privé et l'esclavage d'état. Le capitalisme ne peut pas faire de profit en l'absence de telles armées d'esclaves modernes. La société nationale homogène est la société la plus artificielle qui ait jamais été créée et est le résultat direct d'un ***“projet d'ingénierie sociale”***.

Ces buts sont généralement remplis en utilisant la force ou des récompenses financières et ont souvent eut pour résultat l'annihilation physique des minorités, des cultures, des langues ou leur assimilation forcée. L'histoire de ces deux cents dernières années est pleine d'exemples illustrant ces violentes tentatives de créer des nations qui correspondent à la réalité imaginaire d'un vrai État-nation.

État-nation et société

Il est souvent dit que l'État-nation se préoccupe de la destinée des gens du commun. Ceci est faux. Il est plutôt le gouverneur national du système capitaliste mondial, un vassal de la modernité capitaliste qui est plus intriqué dans les structures dominantes du capital que nous ne tendons à le dire généralement : c'est une colonie du capital et ce indépendamment du nationalisme avec lequel il se présente, il sert de la même manière les processus capitalistes d'exploitation. Il n'y a aucune autre explication pour la redistribution des plus horribles des guerres menées par la modernité capitaliste. Ainsi donc, par là-même, l'État-nation n'est pas avec les peuples, il est au contraire un ennemi des peuples !

Les relations entre les autres États-nations et les monopoles internationaux sont coordonnées par les diplomates de l'État-nation. Sans la reconnaissance par d'autres états-nations, aucun d'entre eux ne pourraient survivre. La raison en est la logique du système capitaliste mondial.

Les fondations idéologiques de l'État-nation

Dans le passé, l'histoire des états était souvent assimilée à l'histoire de leurs dirigeants, qui leur donnait des qualités quasiment divines. Cette pratique changea avec l'avènement de l'État-nation ; maintenant l'état entier est idéalisé et élevé au rang divin.

En assumant la comparaison de l'État-nation avec un dieu vivant, alors le nationalisme serait sa religion. [...]

Leur nationalisme apparaît comme une justification quasi-religieuse.

Un autre pilier de l'État-nation est son sexisme qui pervertit la société entière. Bien des systèmes "civilisés" ont employé le sexisme afin de préserver leur propre pouvoir. Ils assurèrent l'exploitation des femmes et l'utilisèrent comme un réservoir de labeur à très bon marché. Les femmes sont aussi vues comme une ressource de valeur car elles produisent des enfants et la reproduction nécessaire aux hommes. Ainsi, la femme devient à la fois un objet sexuel et une commodité. Elle est un outil pour la sauvegarde du pouvoir de l'homme et peut au mieux devenir un accessoire dans la société patriarcale dominée par le mâle.

D'un côté, le sexisme de la société de l'État-nation renforce le pouvoir des hommes ; de l'autre, l'État-nation transforme sa société en une colonie par l'exploitation des femmes. De ce point de vue, les femmes peuvent aussi être vues comme une nation exploitée, colonisée. Au cours de l'histoire de la civilisation humaine, le patriarcat a consolidé le cadre traditionnel des hiérarchies, qui dans l'État-nation, est alimenté par le sexisme.

[...] Sans la répression des femmes, la répression de la société n'est pas possible, ni même concevable. Le sexisme fait des femmes la pire de toutes les colonies.

[...] Tout le pouvoir et les idéologies étatiques sont des ramifications des attitudes et comportements sexistes. **Sans la mise en esclavage de la femme, aucun autre esclavage n'est possible et ne peut exister et encore moins se développer.** Le capitalisme et l'État-nation dénotent le système de mâle dominant le plus institutionnalisé. De manière plus directe: le capitalisme et l'État-nation sont le monopole du mâle despote et exploiteur.

(NdT : Ocalan parle ici essentiellement de ce qu'il connaît le mieux: la société et l'État-nation turcs. L'occident vit la même chose à un degré simplement différent, et encore, pas toujours...)

Les Kurdes et l'État-nation

Après cette brève introduction à ce qu'est l'État-nation ainsi que ses bases idéologiques, nous allons maintenant voir pourquoi la fondation d'un État-nation kurde séparé n'a absolument aucun sens pour les Kurdes.

Ces dernières décennies, le peuple kurde a non seulement lutté pour la reconnaissance de son existence par les puissances politiques dominantes, mais aussi pour la libération de sa société de la poigne féodale. **Ainsi, cela n'a aucun sens de remplacer les vieilles chaînes par de nouvelles ni même de renforcer la répression. Sans opposition contre la modernité capitaliste il n'y aura aucune place pour la libération des peuples.** Voilà pourquoi la création d'un État-nation kurde n'est pas une option pour moi ou le PKK.

L'appel à un État-nation kurde séparé résulte des intérêts de la classe dirigeante ou des intérêts de la bourgeoisie, mais ne reflète en rien les intérêts du peuple car un autre état ne serait que la création d'une injustice supplémentaire et viendrait handicaper plus avant le droit à la liberté.

La solution pour la question kurde de ce fait, a besoin d'être trouvée dans une approche qui va affaiblir la modernité capitaliste ou la repousser. Il y a des raisons historiques, sociales et conjoncturelles, comme le fait que la nation kurde est éclatée dans quatre pays différents (NdT : la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran), ce qui rend absolument indispensable une solution démocratique embrassant tout le peuple. De plus il est notoire que le Moyen-Orient fait l'objet d'un grand déficit en démocratie. De fait un projet démocratique kurde fera avancer la

démocratisation du Moyen-Orient de manière générale. **Appelons ce projet démocratique le confédéralisme démocratique.**

Le confédéralisme démocratique

Ce type de règle ou d'administration peut être appelé une administration politique non étatique ou la démocratie sans État. Il ne faut pas confondre les processus de prises de décision démocratiques avec les processus connus comme étant de l'administration publique. ***Les États sont des administrateurs tandis que les démocraties gouvernent. Les États sont fondés sur le pouvoir, les démocraties sont fondées sur le consensus collectif.*** La règle dans l'État est déterminée par décret, même si cela peut être en partie légitimé par le processus électoral, les démocraties elles, utilisent les élections directes. L'État utilise la coercition comme moyen légitime, les démocraties sont fondées sur la participation volontaire.

Le confédéralisme démocratique est ouvert aux autres groupes et factions politiques. Il est flexible, multiculturel, anti-monopole et orienté sur le consensus. L'écologie et le féminisme en sont des piliers centraux. Dans le cadre de ce type d'autogestion, une économie alternative deviendra nécessaire, une qui augmentera les ressources de la société au lieu de les exploiter ce qui ainsi rendra justice aux besoins de la société.

[...]

C'est un droit naturel que d'exprimer son identité culturelle, ethnique ou nationale avec l'aide et l'entremise d'associations politiques. Mais ce droit a besoin d'une société éthique et politique. Le confédéralisme démocratique est ouvert aux compromis concernant les traditions étatiques ou gouvernementales. Il permet une coexistence égalitaire.

Le confédéralisme démocratique repose sur l'expérience historique de la société et de son héritage collectif... Il est la progéniture de la vie de la société.

L'État s'oriente continuellement vers toujours plus de centralisme afin de poursuivre les intérêts des monopoles du pouvoir. L'inverse est vrai pour le confédéralisme démocratique. Ce ne sont pas les monopoles, mais la société elle-même qui est au centre de la vie et de l'attention politiques.

[...]

L'aliénation putative de la société de sa propre existence encourage le retrait de la participation active des citoyens, une réaction qui est souvent appelée le "désenchantement politique". Mais les sociétés sont essentiellement politiques et orientées sur les valeurs. Les monopoles politique, économique, idéologique et militaire sont des constructions qui contredisent la nature même de la société en simplement poussant pour une accumulation de surplus. Ceux-ci ne créent en rien de la valeur, ni du reste une révolution ne crée une société nouvelle. Elle ne peut qu'influencer la toile éthique et politique d'une société. Tout le reste est à la discrétion de la société politique fondée sur la morale.

J'ai déjà mentionné le fait que la modernité capitaliste renforce la centralisation de l'État. [...]

L'État-nation comme substitut moderne pour la monarchie a laissé une société sans défense et affaiblie derrière lui. A cet égard, l'ordre légal et la paix publique n'impliquent que la direction de la classe bourgeoise. Le pouvoir se constitue lui-même dans l'état centraliste et devient un des paradigmes administratifs fondamental de la modernité. Ceci met l'État-nation en contraste total avec la démocratie et le républicanisme.

[...] ***Ainsi, aussi longtemps que nous faisons l'erreur de croire que les sociétés ont besoin d'être homogènes en tant qu'entités monolithiques, il sera très difficile de vraiment***

comprendre le confédéralisme. L'histoire de la modernité est aussi celle de 4 siècles de génocide physique et culturel (ethnocide) au nom d'une société unitaire imaginaire. Le confédéralisme démocratique en tant que catégorie sociologique, est la contrepartie de cette histoire et il repose sur la volonté de combattre si nécessaire pour la diversité ethnique, culturelle et politique.

La crise du système financier est une conséquence inhérente de l'État-nation capitaliste. Quoi qu'il en soit, tous les efforts néo-libéraux pour changer l'État-nation sont demeurés des échecs. Le Moyen-Orient fournit une quantité d'exemples très instructifs à cet égard.

Changement de paradigme politique: Manifeste pour un Confédéralisme Démocratique (Abdullah Ocalan) ~ 2^{ème} partie ~

<https://resistance71.wordpress.com/2016/03/28/changement-de-paradigme-politique-manifeste-pour-un-confederalisme-democratique-abdullah-ocalan-2eme-partie/>

Le confédéralisme démocratique et un système politique démocratique

En contraste total avec une compréhension administrative centraliste et bureaucratique de l'exercice du pouvoir politique, le confédéralisme pose un type d'autogestion politique où tous les groupes de la société et toutes les identités culturelles peuvent s'exprimer dans des assemblées locales, dans des conventions générales et des conseils (**NdT** : Ceci est connu par exemple depuis le XII^{ème} siècle au sein de la confédération des 5 puis 6 nations iroquoises suivant la Grande Loi de la Paix, loi de la terre, Kaiane'reko:wa et même auparavant avec la plus vieille confédération reconnue au monde: celle de l'Islande.). Cette compréhension de la politique et de la démocratie ouvre ce même espace politique à toutes les strates de la société et permet la formation de groupes politiques divers et différents. Ceci sert également à l'intégration politique de la société dans son entièreté. La politique devient une grande partie de la vie quotidienne. Sans politique la crise de l'État ne peut pas être résolue car la crise est alimentée par un manque de représentation de la société politique. **Les termes de fédéralisme et d'auto-administration, connus dans les "démocraties libérales" doivent être repensés. Ces termes ne doivent pas être pensés en termes de hiérarchisation de l'administration de l'État-nation mais plutôt comme des outils centraux de l'expression sociale et de la participation**



citoyenne. Ceci poussera naturellement la politisation de la société. Il n'y a aucun besoin de grandes théories politiques ici, ce dont nous avons besoin est de laisser libre-court à l'expression des besoins sociaux en renforçant structurellement l'autonomie des acteurs politico-sociaux et en créant les conditions pour l'organisation de la société dans son entièreté. La création d'un niveau opérationnel où toutes sortes de groupes politiques, sociaux, de communautés religieuses ou de tendances intellectuelles pourront s'exprimer directement dans toutes

les prises de décision politique. Ceci peut aussi être appelé la démocratie participative. Plus forte est la participation et au plus puissant est ce type de démocratie.

Là où l'État-nation est en contraste total avec l'idée même de démocratie, voire même en nie l'existence, le confédéralisme démocratique constitue lui, un processus démocratique fluide et continu.

Les acteurs sociaux, qui sont par eux-mêmes des unités fédératives, sont les cellules de la germination de la démocratie participative. Ils peuvent se combiner, s'associer dans de nouveaux groupes et confédérations (associations libres) en rapport avec la situation. Chacune des unités politiques impliquées dans la démocratie participative est essentiellement démocratique.

De cette façon, ce que nous appelons démocratie est l'application des processus démocratiques de prise de décision politique partant du local pour rayonner vers le global et ce dans un cadre de processus politique fluide et continu. Ce processus va affecter la structure de la toile sociale de la société en contraste avec la poussée pour l'homogénéité de l'État-nation, une construction qui ne peut être obtenue que par la force menant ainsi à la perte inhérente de la liberté.

J'ai déjà dit que le niveau local est le niveau où les décisions sont prises. Quoi qu'il en soit, la pensée menant à ces décisions a besoin d'être en ligne et en connexion avec les problèmes globaux et généraux. Nous devons comprendre et intégrer le fait que mêmes les villages et les banlieues urbaines demandent des structures confédérées. Tous les aspects de la société doivent être autogérés et tous les niveaux doivent être libres de participer.

L'auto-défense

Essentiellement, l'État-nation est une entité structurée militairement. Les états-nations sont tous ultimement des produits de toutes sortes de conflits et de guerres internes et externes. ***Absolument aucun de tous ces états-nations existant, n'est apparu "naturellement", par lui-même. Invariablement, ils ont un grand nombre de guerres en archives.*** Ce processus n'est pas limité à leur phase de création, mais plutôt, il construit sur la militarisation de la société entière. ***Le leadership civil de l'État-nation n'est qu'un ustensile de son appareil militaire. Les démocraties dites libérales vont même plus loin en peignant leurs structures militaires aux couleurs de la démocratie libérale.*** Cela ne les empêche nullement de rechercher des solutions autoritaires au climax d'une crise qui a été engendrée par le système lui-même. ***L'exercice fasciste du pouvoir est la nature même de l'État-nation. Le fascisme est la forme la plus pure de l'État-nation.***

Cette militarisation ne peut être repoussée qu'avec l'aide de l'auto-défense. *Les sociétés sans aucun mécanisme d'auto-défense perdent leur identité, leur capacité de prise de décision démocratique et leur nature politique. C'est pourquoi l'auto-défense d'une société n'est pas seulement limitée à la dimension militaire. Cela présuppose également la préservation de son identité, de sa propre conscience politique et d'un processus de démocratisation. Alors seulement peut-on parler d'auto-défense.*

Sur cette toile de fond, le confédéralisme démocratique peut être appelé un système d'auto-défense de la société. Seulement avec l'aide de réseaux confédérés peut-il y avoir une base pour opposer la domination globale des monopoles et du militarisme de l'État-nation.

Contre le réseau des monopoles, nous devons construire un réseau tout aussi fort de confédérations politico-sociales. Ceci veut dire en particulier que le paradigme social du confédéralisme n'implique aucunement un monopole militaire des forces armées, qui n'ont

pour seule tâche que d'assurer la sécurité intérieure et extérieure. Elles sont sous le contrôle direct des institutions démocratiques (les assemblées). La société elle-même déterminera leurs devoirs. Une de leurs tâches majeure sera la défense de la liberté d'action de la société d'interventions intérieures et extérieures. La composition du leadership militaire doit être déterminée en termes et parties égaux d'à la fois les institutions politiques et les groupes confédérés.

Le confédéralisme démocratique contre la velléité d'hégémonie

Dans le confédéralisme démocratique, il n'y a aucune place pour quelque sorte de volonté hégémonique que ce soit. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine de l'idéologie. L'hégémonie est habituellement un principe qui est suivi par le type classique de civilisation. Les civilisations véritablement démocratiques rejettent les pouvoirs hégémoniques et les idéologies.

[...]

La façon collective de gérer les affaires sociales a besoin de compréhension, de respect des opinions non consentantes ou dissidentes et des méthodes démocratiques de prise de décision. Ceci est en contraste total avec la compréhension de la notion de leadership dans la modernité capitaliste où des décisions bureaucratiques arbitraires du caractère de l'État-nation sont diamétralement opposées avec le leadership démocratique confédéré en ligne avec des fondations éthiques.

Dans le confédéralisme démocratique les institutions de leadership n'ont pas besoin de validation, de légitimations idéologiques. De la sorte, elles n'ont aucune velléité d'obtenir l'hégémonie.

Il est bien entendu que le point de focalisation du confédéralisme démocratique se situe au niveau local, néanmoins l'organisation du confédéralisme au niveau global n'est en rien exclue. Au contraire, nous avons besoin d'établir une plateforme de sociétés civiles nationales en termes d'une assemblée confédérée afin de nous opposer aux Nations-Unis en tant qu'association des états-nations sous la direction des grandes puissances. De cette façon, nous pourrions obtenir de meilleures décisions en ayant toujours une claire vision sur la paix, l'écologie, la justice et la productivité dans le monde.

Conclusion

Le confédéralisme démocratique peut-être décrit comme une sorte d'auto-administration, d'autogestion, en contraste total avec l'administration de l'État-nation. Mais, sous certaines circonstances, une coexistence pacifique est possible aussi loin que l'État-nation n'interfère pas avec les affaires centrales de l'autogestion. (**NdT** : *On reconnaît ici le principe même du traité Wampum Deux Rangées mis en place par la confédération iroquoise pour gérer les relations entre la confédération et des groupes extérieurs venant en contact, ceci pour dire que le mécanisme de gestion de l'autre existe, il a déjà été mis en place dans l'histoire et fonctionne parfaitement bien, le colonialisme en tant que fonction inhérente de l'État destructeur a cancérisé la société humaine. L'État est un cancer !*). Toute intervention d'interférence appellerait à une action d'auto-défense de la part de la société civile.

Le confédéralisme démocratique n'est en guerre avec aucun État-nation mais il ne restera pas passif et timide à tout effort d'assimilation. Un renversement révolutionnaire ou la fondation d'un nouvel état ne créent en rien un changement durable et viable. Sur le long terme, liberté et justice ne peuvent être accomplies que par un processus dynamique politique démocratique et confédéré.

Ni le rejet total ni la reconnaissance totale de l'État ne sont utiles aux efforts démocratiques de la société civile. L'estompement de l'état, particulièrement de l'État-nation, est un processus de long-terme.

L'état sera dépassé lorsque le confédéralisme démocratique aura prouvé ses capacités à résoudre les problèmes en vue des affaires politiques et sociales. Ceci ne veut pas dire que des attaques par l'État-nation doivent être acceptées. Les confédérations démocratiques vont maintenir l'auto-défense et ses forces à tout moment. Les confédérations démocratiques ne seront pas limitées à s'organiser au sein d'un territoire particulier. Elles vont devenir des confédérations au-delà des frontières lorsque les sociétés concernées le désireront.

Les principes du confédéralisme démocratique

1. Le droit d'auto-détermination des peuples inclut le droit à un état qui leur soit propre. Mais la fondation d'un état n'augmente en rien la liberté des peuples. Le système des Nations-Unies (ONU) qui est basé sur l'État-nation est demeuré inefficace. Dans le même temps, les états-nations sont devenus de sérieux obstacles pour tout développement social. Le confédéralisme démocratique est le paradigme par contraste du peuple opprimé.
2. Le confédéralisme démocratique est un paradigme politico-social non étatique. ***Il n'est pas contrôlé par un état.*** Dans le même temps, le confédéralisme démocratique est le modèle organisationnel culturel d'une nation démocratique.
3. Le confédéralisme démocratique est fondé sur la participation de la base du peuple. Ses processus de prises de décisions reposent sur les communautés. De plus hauts niveaux ne servent qu'à la coordination et la mise en place de la volonté des communautés qui envoient leurs délégués (révocables) aux assemblées générales. Pour une durée et un espace limités, ils sont à la fois les porte-paroles et institutions exécutives. Quoi qu'il en soit, la base du pouvoir de décision demeure avec les institutions de la base populaire au sein des communautés.
4. Au Moyen-Orient, la démocratie ne peut pas être imposée par le système capitaliste et ses puissances impérialistes qui ne font qu'endommager la démocratie. La propagation de la démocratie de la base populaire est élémentaire. C'est la seule approche qui peut s'occuper des divers groupes ethniques, religions et différences de classes actuelles. Cela est aussi en adéquation avec la structure confédérale traditionnelle de la société dans son ensemble.
5. Le confédéralisme démocratique au Kurdistan est un mouvement antinationaliste. Il vise à réaliser le droit d'auto-défense des peuples par l'avancement de la démocratie dans toutes les parties du Kurdistan sans questionner les frontières politiques existantes. Son but n'est absolument pas la formation d'un État-nation kurde, mais le mouvement a l'intention d'établir des structures fédérales en Iran, en Turquie, en Syrie

et en Irak, qui seront ouvertes à tous les Kurdes et dans le même temps qui formeront une confédération parapluie pour les quatre parties du Kurdistan.

Les problèmes des peuples au Moyen-Orient et les voies possibles pour une solution

La question nationale n'est pas un fantôme de la modernité capitaliste. Mais quoi qu'il en soit, ce fut cette modernité capitaliste qui imposa cette question à la société. La nation remplaça la communauté religieuse, mais la transition vers une société nationale a besoin de dépasser ceci si la nation ne veut pas demeurer le déguisement des monopoles répressifs.

[...] La méthode pour gérer ce problème ne doit pas être idéologique mais scientifique et pas du domaine de l'État-nation, mais au contraire basé sur le concept de nation démocratique et de communalisme démocratique.

[...] Au lieu de cultiver une concurrence productive, le capital impose des guerres internes et externes au nom de l'État-nation.

La théorie du communalisme serait une alternative au capitalisme. Dans le cadre de nations démocratiques qui ne poussent pas pour des monopoles de pouvoir, cela peut conduire à la paix dans une région qui n'a été que le théâtre de guerres sanglantes et de génocides.

Dans ce contexte, nous pouvons parler de quatre nations majoritaires: arabes, perses, turques et kurdes. Je ne veux pas diviser les nations en majorité et minorité car je ne trouve pas cela très approprié. Mais à cause de considérations démographiques, je parlerai de nations majoritaires. Nous pouvons utiliser le terme de monoritaire dans le même contexte démographique.

1. Il y a plus de 20 États-nations arabes qui divisent la communauté arabe et endommagent leurs sociétés par des guerres sans fin. [...] Un nationalisme tribal motivé religieusement combiné avec une société patriarcale sexiste sont pervasifs à toutes les zones de la société résultant en un conservatisme très particulier et une forme d'obéissance très esclavagiste. Personne ne croit que les Arabes seront capables de trouver une solution nationale arabe à leurs problèmes endogènes. Quoi qu'il en soit, une démocratisation et une approche communaliste pourraient bien apporter une telle solution. Leur faiblesse envers Israël, que les états-nations arabes regardent comme un concurrent, n'est pas seulement le résultat d'un soutien international des puissances hégémoniques [à Israël], mais plutôt est le résultat de fortes institutions communales au sein d'Israël. Au cours du siècle écoulé, la société de la nation arabe a été affaiblie par un nationalisme radical et l'islamisme. Pourtant, s'ils sont capables d'unifier le socialisme communaliste auquel ils ne sont pas du tout étranger avec la compréhension d'une nation démocratique, alors ils seront capables de trouver une solution sécurisée de long terme.
2. Les Turcs et les Turkmènes forment une autre nation d'influence. Ils partagent une compréhension idéologique et de pouvoir similaire avec les Arabes. Ils sont de profonds convaincus du bienfondé de l'État-nation et ont de profondes racines religieuses et de nationalisme racial. [...] Les problèmes nationaux sont complexes. Le pouvoir dérive et se renforce de l'État-nation, d'un nationalisme distinctif et d'une société patriarcale sexiste, créant

un environnement social ultra conservateur. La famille y est vue comme la plus petite cellule de l'État. Les communautés turques et turkmènes luttent pour le pouvoir. Les autres groupes ethniques sont soumis à une politique de subjugation. Les structures du pouvoir centralisées de l'État-nation turc avec son idéologie officielle très rigide ont empêché jusqu'à aujourd'hui une solution viable à la question kurde. **La société a été amenée à penser qu'il n'y a aucune alternative à l'État.** (NdT : ceci est également vrai dans toute la société occidentale où les institutions étatiques persuadent les peuples qu'il n'y a non seulement pas d'alternative à l'État, mais que l'État serait la forme organisationnelle la plus "évoluée" pour l'humanité...) Ainsi, il n'y a aucun équilibre entre l'individu et l'état. L'obéissance aveugle est vue comme la plus grande des vertus. [...] Une confédération démocratique des communautés nationales turques pourrait être une sérieuse contribution à la paix dans le monde et à un système de modernité démocratique.

3. La société nationale kurde est très complexe. Dans le monde, les Kurdes sont la plus grande nation sans un état à leur nom. Les Kurdes sont sur leurs terres actuelles depuis le Néolithique. La question nationale kurde émerge du fait qu'on leur a toujours nié le droit à une nationalité. Certains ont essayé de les assimiler, de les annihiler et à la fin, simplement de nier leur existence même. Ne pas avoir son propre état possède des avantages et des inconvénients. Ce fut certainement un bénéfice dans la compréhension pour la réalisation de concepts sociaux alternatifs bien au-delà de la modernité capitaliste. La zone d'établissement du peuple kurde est divisée par les frontières de quatre pays (la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran) et se trouve au cœur même d'une très importante région géostratégique, ce qui donne aux Kurdes un gros avantage stratégique. Les Kurdes ne forment pas une société nationale au moyen du pouvoir d'état. Bien qu'il existe aujourd'hui une entité politique kurde dans un "Kurdistan irakien", ceci n'est pas un État-nation mais plutôt une entité paraétatique. Le Kurdistan a aussi été la patrie de minorités arméniennes et aramâiques/araméennes avant que celles-ci ne soient les victimes de génocides (commis par les états-nations). Il y a aussi de petits groupes arabes et turcs. Même aujourd'hui, il y a beaucoup de religions et de croyances différentes vivant côte à côte en terres kurdes. Il y a aussi quelques rudiments de culture tribale et clanique tandis qu'il n'y a pratiquement aucune culture urbaine. Toutes ces propriétés sont une grande opportunité pour de nouvelles formations politiques démocratiques ; **des coopératives communales dans l'agriculture**, mais aussi dans la distribution de l'eau, de l'énergie, sont d'excellents moyens de production. La situation est aussi favorable pour le développement d'une société politique éthique, même l'idéologie patriarcale est moins ancrée ici que dans les sociétés voisines.



Ceci est bénéfique pour l'établissement d'une société démocratique où la liberté de la femme et l'égalité seront un des principaux piliers. Ceci donne aussi l'opportunité de construire une nation démocratique fondée sur des identités multinationales ce qui représente une bien meilleure solution à l'impasse présentée par l'État-nation. L'entité émergente de tout ceci pourrait servir de modèle pour tout le Moyen-Orient et s'étendre dynamiquement dans les pays voisins. Convaincre les pays voisins de ce modèle changera la face et la destinée du Moyen-Orient et renforcera la chance pour la modernité démocratique de créer une alternative réelle et viable.

4. Les raisons des problèmes de la nation perse ou iranienne d'aujourd'hui peuvent être trouvées dans les interventions des civilisations historiques et la modernité capitaliste. Bien que leur identité d'origine fut le résultat de la tradition Zoroastre et mithraïque, celles-ci furent annulées par un dérivé de l'Islam. Le manichéisme qui émergea de la synthèse du judaïsme, du christianisme et de l'Islam mélangés à la philosophie grecque ne fut pas capable de prévaloir sur l'idéologie de la civilisation officielle. De fait, cela n'alla pas plus loin que de pomponner la tradition de la rébellion. Ceci convertit donc la tradition islamique en une dénomination chi'ite et l'a adopté pour être la dernière idéologie civilisationnelle en date. Des efforts sont faits pour moderniser cette idéologie en passant des éléments de la modernité capitaliste au travers du filtre chi'ite. La société iranienne est multi-ethnique et multi-religieuse et possède une très riche culture. Toutes les identités nationales et religieuses du Moyen-Orient peuvent se trouver en Iran. Cette diversité est en contraste marqué avec l'affirmation hégémonique de la théocratie qui cultive un subtil nationalisme religieux et la classe dirigeante ne se recroqueville pas de sa propagande antimoderniste lorsque cela sert ses intérêts. Des tendances révolutionnaires et démocratiques ont été intégrées par la civilisation traditionnelle. Un régime despotique y gouverne avec perspicacité. Malgré un centralisme étatique très fort en Iran, une forme de fédéralisme existe depuis la base populaire. Lorsque des éléments de civilisation démocratique et fédéraliste s'y entrecroisent incluant les Azeris, les Kurdes, les Balouchis, les Arabes et les Turkmènes, le projet d'une *"Confédération Démocratique d'Iran"* peut tout à fait émerger et devenir une solution très attractive. Le mouvement des femmes et les traditions communales joueront ici un rôle spécial et prépondérant.
5. La question nationale arménienne contient une des plus grandes tragédies que le "progrès" de la modernité capitaliste ait amenées au Moyen-Orient. Les Arméniens sont un vieux peuple. Ils partagent bien de leurs installations territoriales avec les Kurdes. Tandis que les Kurdes vivent principalement de l'agriculture et de l'élevage, les Arméniens sont des artisans et des artistes. Tout comme les Kurdes, les Arméniens ont développé une tradition d'auto-défense. Mise à part une très courte période, les Arméniens n'ont jamais fondé d'État. Ils reposent sur la foi chrétienne qui leur donne leur identité et leur foi en la rédemption. A cause de leur religion, ils furent souvent opprimés par la majorité musulmane. Ainsi, le nationalisme émergent bourgeoonna dans la bourgeoisie arménienne. Il y eut très vite de grandes différences avec le nationalisme turc ce qui déboucha sur le génocide des Arméniens par les Turcs. Les Arméniens sont le second groupe culturel avec les juifs vivant dans une diaspora. La création d'un état arménien à l'ouest de l'Azerbaïdjan n'a néanmoins pas résolu la

question nationale arménienne. Les conséquences du génocide ne peuvent pas être exprimées par les mots. La quête de leur pays perdu définit leur psyché nationale et est au cœur même de la question arménienne. La situation est aggravée par le fait que ces zones ont été colonisées depuis par d'autres personnes. Tous concepts basés sur un État-nation ne peuvent pas résoudre le problème, offrir une vraie solution. Il n'y a là-bas ni une structure populaire homogène, ni de frontières suffisamment claires comme il est requis dans le système de la modernité capitaliste. Ainsi des structures confédérées pourraient bien être la solution pour le peuple arménien. [...] Cela leur permettrait de retrouver une place dans la pluralité culturelle moyen-orientale. S'ils se renouvellent sous une nation arménienne confédérale démocratique, non seulement continueraient-ils à jouer un rôle historique important au sein de la culture moyen-orientale, mais ils y trouveraient également le vrai chemin de la libération.

6. Dans les temps modernes, les chrétiens araméens (Assyriens) ont aussi souffert de la même destinée que les Arméniens. Eux aussi sont un des plus vieux peuples du Moyen-Orient. Ils ont partagé une zone territoriale avec les Kurdes et avec d'autres peuples. Tout comme les Arméniens, ils ont souffert d'une oppression de la part de la majorité musulmane pavant la voie pour un nationalisme araméen de leur bourgeoisie. Les Araméens furent aussi victimes d'un génocide aux mains des Turcs sous les auspices criminels du Comité pour l'Unité et le Progrès fasciste. Des collabos kurdes au régime ont été complices de ce génocide. La question de la société nationale araméenne a ses racines dans la civilisation mais s'est aussi développée plus avant avec le christianisme et les idéologies de la modernité. Pour une solution viable, il est besoin d'un changement radical des Araméens. Leur véritable salut réside probablement dans leur départ de la mentalité de la civilisation classique et de la modernité capitaliste et en lieu et place, embrasse la civilisation démocratique et renouvelle leur riche mémoire culturelle comme un élément de la modernité démocratique afin qu'ils se reconstruisent comme une "Nation Araméenne Démocratique".
7. L'histoire du peuple juif donne aussi une expression de la problématique générale de l'histoire culturelle du Moyen-Orient. La recherche de la toile de fond d'expulsion, de pogroms et de génocide revient à équilibrer les comptes des civilisations. L'ancienne communauté juive a pris les influences des anciennes cultures sumérienne et égyptienne ainsi que celles des cultures tribales locales. Elle a énormément contribué à la culture moyen-orientale. Comme les Araméens, ils furent les victimes des développements extrêmes de la modernité. Sur cette toile de fond, les intellectuels de descendance juive ont développé un point de vue complexe envers ces affaires. [...] L'État-nation israélien est en guerre depuis sa création. Le slogan est: œil pour œil. On ne peut pas combattre le feu avec le feu. Même si Israël jouit d'une relative sécurité grâce au soutien international qu'il possède, ceci ne représente en rien une solution durable. Rien ne sera sécurisé en permanence aussi longtemps qu'on n'aura pas dépassé la modernité capitaliste.

Le conflit en Palestine démontre que le paradigme de l'État-nation n'est pas une solution viable. Il y a eu trop d'effusion de sang et ce qui demeure est le difficile héritage de problèmes en apparence insolubles. ***L'exemple israélo-palestinien démontre l'échec total de la modernité capitaliste et le modèle d'État-nation.*** Les

Juifs font partie des porteurs de culture du Moyen-Orient. Nier leur droit à l'existence est une attaque sur le Moyen-Orient en tant que tel. Leur transformation en une nation démocratique comme pour les Arméniens et les Araméens rendrait leur participation à une confédération démocratique du Moyen-Orient bien plus facile. Le projet pour une **“Confédération Démocratique de l'Égée Orientale”** serait un point de départ tout à fait positif. Des identités religieuses et nationales au sens strict du terme pourraient bien évoluer en des identités ouvertes et flexibles sous un tel projet. Israël pourrait aussi bien évoluer en une nation plus démocratique et acceptable. Ses voisins devront sans aucun doute participer à cette transformation eux-mêmes. Les tensions et les conflits armés du Moyen-Orient rendent la transformation du paradigme politique de la modernité inévitable. Sans cela, une solution aux difficiles problèmes sociaux et aux questions nationales est impossible. La modernité démocratique offre une alternative à ce système actuel qui est absolument incapable de résoudre les problèmes.

8. L'annihilation de la culture hellénique en Anatolie (NdT : aussi appelée l'Asie Mineure, qui correspond aujourd'hui au territoire turc oriental, plus de 90% de sa superficie) est une perte qui ne peut pas être compensée. Le nettoyage ethnique qui fut entrepris par à la fois les Turcs et les Grecs dans le premier quart du XX^{ème} siècle a laissé sa marque. Aucun état n'a le droit de chasser des peuples de leurs terres ancestrales et de leur région culturelle. Quoi qu'il en soit, les états-nations ont démontré leur inhumanité envers les problèmes politiques et culturels encore et toujours. Les attaques sur les cultures hellénique, araméenne, juive et arménienne montèrent d'un cran alors que l'Islam se répandait sur le Moyen-Orient. Ceci en retour, contribua au déclin de la civilisation moyen-orientale. La culture musulmane n'a jamais été capable de remplir le vide laissé et émergeant. Au XIX^{ème} siècle, lorsque la modernité capitaliste s'avança au Moyen-Orient, elle y trouva un désert culturel créé par une érosion culturelle auto-infligée. La diversité culturelle renforce également les mécanismes de défense d'une société. Les monocultures sont moins robustes. Ainsi la conquête du Moyen-Orient ne fut pas difficile. Le projet de nation homogène comme il fut propagé par l'État-nation ne fit qu'avancer leur déclin culturel.
9. Les groupes ethniques caucasiens (NdT : blancs) ont aussi leurs problèmes sociaux qui ne sont pas insignifiants. Encore et encore ont-ils migré vers le Moyen-Orient et stimulé sa culture. Ils ont contribué de manière incontestable à sa richesse culturelle. L'arrivée de la modernité a presque fait disparaître ces minorités culturelles. Eux aussi trouveraient une place plus qu'adéquate au sein d'une structure confédéraliste démocratique.

Finalement, laissez-moi encore dire que les problèmes fondamentaux du Moyen-Orient sont profondément enracinés dans la civilisation de classes. Elles se sont resserrées avec la crise globale de la modernité capitaliste. Cette modernité et sa domination clamée ne peut offrir aucune solution sans mentionner l'absence de perspective à très long terme pour la région moyen-orientale.

Le futur est le Confédéralisme Démocratique.

Note de Résistance 71 :

Nous avons trouvé le texte complet en français en ligne, le voici :

« Le Confédéralisme Démocratique », Abdullah Ocalan, 2011